



# La Commune



## La fin des expulsions ?

Comité Chômeurs & Salariés d'Alfortville - Conseiller municipal : Daniel Petri

Le 30 juin, le ministre Borloo, a présenté le plan de cohésion sociale que lui avait commandé Chirac. Si l'on en croit Chirac, le plan Borloo a été motivé par " la nécessité de renforcer une cohésion sociale qui, depuis quinze ans, pose problème " . Le volet logement du plan Borloo a été présenté par tous comme une avancée pour les locataires et une protection contre les expulsions. Une fois de plus, c'est de la poudre aux yeux. Premier aperçu.

Si l'on en croit les médias, Borloo " veut agir tous azimuts afin d'aider les six millions de personnes dans le besoin" et "pour casser la spirale de l'exclusion" Ici, s'impose une première remarque : où est passé le moratoire annoncé sur les expulsions locatives ? Il n'en subsiste pas même un traître mot dans le Plan Borloo.

### Saisir d'abord, jeter à la rue ensuite

Au contraire : *"afin de permettre un recouvrement plus rapide et plus sûr de la créance en cas d'impayé, la procédure d'injonction de payer serait améliorée ; une exécution par provision pourrait être obtenue, indépendamment du jugement sur le fond s'il y a litige".* C'est ainsi qu'avant d'être expulsé, un locataire du parc privé en difficulté risque d'être saisi sur son salaire ou son mobilier. Saisi d'abord, expulsé ensuite ! Dans la foulée, Borloo prévoit l'augmentation du nombre de places dans les foyers d'urgence. En prévision de nouvelles vagues d'expulsion de familles qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts ? S'agissant de la relance de la construction de logements sociaux, le Plan se résout en un marché entre l'Etat et les organismes HLM. Tout d'abord, l'acquisition du foncier pour bâtir serait du ressort des collectivités territoriales, à la grâce de la décentralisation, donc. Ensuite, la construction proprement dite serait subventionnée et garantie par l'Etat mais, en contrepartie, les organismes HLM s'engageraient *"à mettre à niveau le parc existant en apportant les fonds propres nécessaires et à respecter une charte de qualité du service rendu ; à mutualiser leurs actions : au cas où un organisme ne pourrait tenir son engagement, les autres l'aideraient ou assumeraient la partie non réalisée."*

### Un marché de dupes

Désormais, les organismes HLM devront financer eux-mêmes et à 100%, les travaux dits de *"réhabilitation"* c'est-à-dire de gros entretiens et de remise en état des logements anciens. Or, comme chacun le sait, les organismes HLM puisent leurs fonds propres ...dans les loyers. Ce qui revient à dire que les logements sociaux de demain seront financés par les locataires d'aujourd'hui, puisque le Plan Borloo désengage l'Etat d'apporter sa contribution financière aux réhabilitations de logement. *"La mise à niveau du parc existant sera facilitée par une enveloppe complémentaire de prêts de la Caisse des dépôts et consignations à taux "très bonifiés", représentant 400 millions d'euros par an pendant cinq ans (soit 2 milliards d'euros au total) de prêts à 2,95 %"* précisent les auteurs du plan. Ces mesures asphyxient davantage les organismes HLM et les poussent à brader une partie de leur parc de logement.

Modifié le mardi 21 juin 2005

## Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions. >>

Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de détruit, d'un seul coup, les... >>

---

#### HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE NE NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

---

#### Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

---

#### l'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

---

### Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM... >>

---